

N° DP 23/913

DECISION DU PRESIDENT

MISE A DISPOSITION D'UN STUDIO SITUE SUR L'ILE DE L'AYGUADE DU LEVANT POUR LE MAITRE DU PORT POUR LES SAISONS ESTIVALES 2023 A 2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°439 du Conseil Municipal de la ville de Hyères en date du 29 juin 2023,

VU la délibération n°23/364 du bureau métropolitain en date du 24 juillet 2023,

VU la demande exprimée par la Métropole auprès de la Commune de Hyères de mettre à sa disposition un logement sur l'île de l'Ayguade du Levant afin d'y loger le maître de port affecté sur l'île lorsque, pour les besoins de continuité du service public portuaire, celui-ci n'est pas en mesure de regagner son lieu de résidence,

CONSIDERANT que la Commune de Hyères dispose d'un studio meublé vacant au sein de la villa Capri sise 89, corniche de la Galère sur l'île de l'Aiguade du Levant,

CONSIDERANT la demande de la Métropole, de bénéficier d'un logement sur l'île de l'Aiguade du Levant afin d'y loger le maître de port affecté sur l'île,

CONSIDERANT que la Commune de Hyères a consenti la mise à disposition, à titre gracieux, du studio sus-visé, pour les périodes estivales 2023, 2024 et 2025, et plus précisément du 3 juillet au 30 septembre s'agissant de l'année 2023 et du 1^{er} juin au 30 septembre pour les deux autres années d'occupation,

CONSIDERANT que le bureau métropolitain a accepté les modalités de cette mise à disposition et a autorisé le président à signer tous les actes afférents,

CONSIDERANT que la Métropole et le maître de port affecté sur l'île de l'Aiguade du Levant doivent, à leur tour, s'entendre sur les modalités d'occupation du studio sus-visé,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACCORDER au maître de port affecté sur l'île de l'Aiguade du Levant la mise à disposition à titre gratuit du studio que la commune de Hyères a consenti à mettre à la disposition de la Métropole selon les modalités définies dans la convention ci-annexée.

ARTICLE 2

DE DIRE que les frais réclamés par la commune de Hyères, propriétaire du bien mis à disposition, pour couvrir les dépenses annuelles d'abonnement et de consommation en eau et en électricité seront prises en charge par la régie des ports métropolitains.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'incidence financière de 120 € TTC (cent vingt euros toutes taxes comprises) pour 2023 et de 160 € TTC (cent soixante euros toutes taxes comprises) par an, pour 2024 et 2025, sera imputée sur le budget 15 opération 35 000.

La présente Décision sera

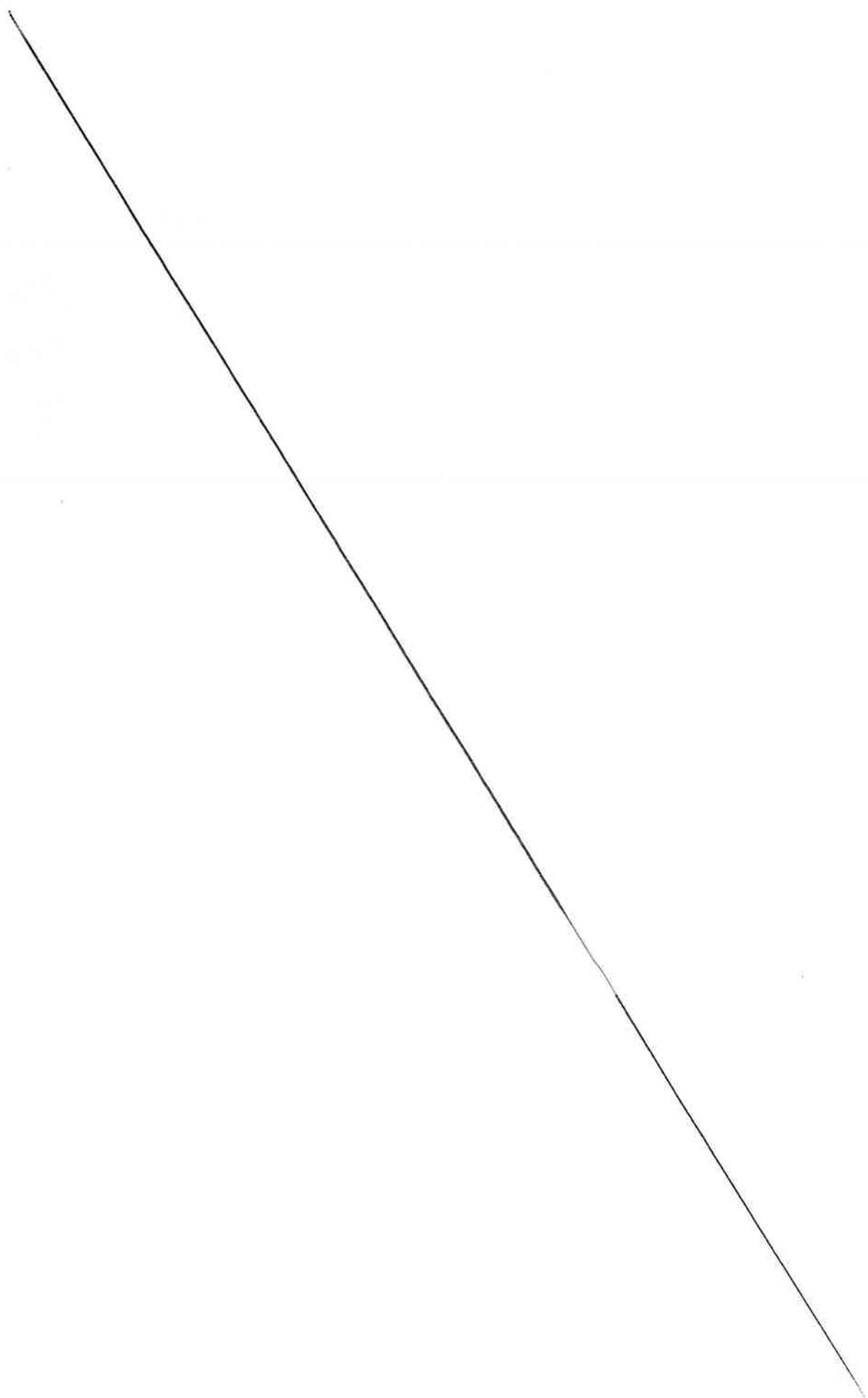
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 29 SEP. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 24 JUILLET 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	0	6
OBJET DE LA DECISION N° 23/364 MISE A DISPOSITION PAR LA COMMUNE DE HYERES-LES- PALMIERS D'UN STUDIO SITUÉ SUR L'ILE DU LEVANT POUR LE MAÎTRE DU PORT - PERIODE ESTIVALE 2023, 2024, 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/364

BUREAU DU 24 JUILLET 2023

**O B J E T : MISE A DISPOSITION PAR LA COMMUNE DE HYERES-
LES-PALMIERS D'UN STUDIO SITUÉ SUR L'ILE DU
LEVANT POUR LE MAÎTRE DU PORT - PERIODE
ESTIVALE 2023, 2024, 2025 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande exprimée par la Métropole auprès de la Commune de Hyères-les-Palmiers pour la mise à disposition d'un studio meublé situé sur l'île du Levant, corniche de la Galère n°89, Villa Capri,

VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Hyères-les-Palmiers n°439 du 29 juin 2023,

CONSIDERANT que la Commune de Hyères-les-Palmiers dispose d'un studio meublé vacant situé sur l'île du Levant, corniche de la Galère n°89, Villa Capri,

CONSIDERANT la demande de la Direction des Ports de la Métropole, de bénéficier d'un studio meublé sur l'île du Levant afin d'y accueillir le Maître de Port du Levant pendant la période estivale,

CONSIDERANT que la Commune de Hyères-les-Palmiers a consenti la mise à disposition, à titre gracieux, de ce studio situé sur la parcelle cadastrée section J n°1227, pour la période du 03 juillet 2023 au 30 septembre 2023 puis du 1^{er} juin au 30 septembre pour les années 2024 et 2025,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède

ARTICLE 2

D'ACCEPTER la mise à disposition à titre gracieux, d'un studio meublé vacant situé sur l'île du Levant, corniche de la Galère n°89, Villa Capri, consentie par la Commune de Hyères-les-Palmiers.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tous les actes y afférents.

ARTICLE 4

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 24 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	11
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**SERVICE GESTION FONCIERE
ET DOMANIALE**

DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

**Villa Capri
89 Corniche de la Galère
Ile du Levant**

Parcelle Section J n° 1277

***Studio mis à la disposition de
la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
(environ 20 m²)***

MAIRIE D'HYERES LES PALMIERS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DECISION PAR DELEGATION
DU CONSEIL MUNICIPAL N°**

439

Maire de la Ville d'Hyères-les-Palmiers

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération du Conseil Municipal n° 4 du 10 juillet 2020 modifiée par la délibération n°1 du 25 février 2022, donnant délégations au Maire en application des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, l'arrêté du Maire n° 1105 du 15 juin 2023 autorisant Monsieur François CORNILEAU à signer tous les documents, dossiers et pièces relatifs à ses diverses délégations,

VU, la demande auprès de la Commune par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour la mise à disposition durant la période estivale d'un studio situé dans la Villa Capri 89 Corniche de la Galère sur l'Ile du Levant, pour le maître de port,

CONSIDERANT, que la Commune dispose d'un studio vacant au sein de la Villa Capri et que rien ne s'oppose à sa mise à disposition au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

DECIDE :

EXPOSE des MOTIFS :

Afin de garantir le bon déroulement des missions de service public au Port du Levant, la Commune met à disposition la Métropole Toulon Provence Méditerranée un studio à la Villa Capri situé au 89 Corniche de la Galère sur l'île du Levant parcelle cadastrée Section J n°1277 pour les périodes estivales 2023, 2024 et 2025.

Ceci exposé, il est décidé ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET :

Compte-tenu de ce qui a été exposé ci-dessus, et afin de permettre à :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée

ci-après désignée « le **Bénéficiaire** », d'exercer ses activités dans de bonnes conditions, la Commune l'autorise à occuper un studio meublé (voir liste annexée) dépendant du Domaine Public Communal, situé au 89 Corniche de la Galère sur l'île du Levant.

IDENTIFICATION :

Section et n°	adresse	N° invariant	Superficie de l'Espace mis à disposition
J n° 1277	89 Corniche de la Galère, Ile du Levant	69662207K	Environ 20 m²

Ce studio, tel que le tout se poursuit et se comporte et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample description, est désigné ci-après sous la dénomination :

«Dépendance du Domaine Public Communal »

ARTICLE 2 : DUREE - PRISE d'EFFET :

a) **durée** : La présente autorisation est consentie pour les périodes estivales 2023 à 2025. Pour l'année 2023 elle est accordée du 3 juillet au 30 septembre. Pour 2024 et 2025, elle est concédée du 1 juin au 30 septembre.

Il pourra être mis fin à cette autorisation dans les conditions fixées à l'article 10.

b) **prise d'effet** : la prise d'effet est fixée le 3 juillet 2023.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES :

a) **Redevance** : Compte tenu de la destination réservée à la Dépendance du Domaine Public Communal, la présente autorisation est consentie à titre gracieux.

b) **Révision** : Sans objet.

c) **Charges** : Le Bénéficiaire supportera toutes les charges liées à l'utilisation de la Dépendance du Domaine Public Communal (eau, électricité, chauffage, etc...) pour un forfait de 120 € pour la saison estivale 2023 et 160 € en 2024 et 2025.

— d) **Impôts et Taxes** : La Commune supportera tous les impôts, taxes et contributions de toute nature qui pourraient être réclamés au titre ou du fait de cette mise à disposition.

ARTICLE 4 : DROITS et OBLIGATIONS :

Les droits et obligations des deux parties sont réglés conformément, au droit général des contrats administratifs, pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente.

ARTICLE 5 : JOUISSANCE DES LOCAUX - ETAT des LIEUX – PROPRETE :

a) **jouissance** : Le Bénéficiaire prendra la Dépendance du Domaine Public Communal dans l'état où elle se trouve le jour de son entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail. Il ne pourra élever aucune réclamation à ce sujet pour quelque motif que ce soit. Il devra jouir des lieux paisiblement, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage.

b) **état des lieux** : Un état des lieux contradictoire sera dressé par les parties préalablement à la prise d'effet de la présente ainsi qu'à la sortie des lieux.

c) **propreté** : Le Bénéficiaire devra maintenir les locaux en parfait état de propreté.

ARTICLE 6 : TRAVAUX ET REPARATIONS LOCATIVES :

a) **travaux** : le Bénéficiaire ne pourra réaliser aucune installation fixe à caractère définitif sans l'accord préalable et écrit du représentant de la Commune. En cas d'accord, le Bénéficiaire fera son affaire personnelle, sans engagement d'aucune sorte de la Commune, des autorisations administratives qui pourraient être nécessaires (urbanisme, E.R.P, sécurité, accessibilité, etc.) et réalisera les travaux à ses frais.

b) **réparations locatives** : le Bénéficiaire prendra en charge les réparations ayant le caractère de réparations locatives (travaux d'entretien courant, menues réparations y compris les remplacements d'éléments assimilables auxdites réparations, consécutifs à l'usage normal de la dépendance et des équipements à usage privatif) actuellement définies par le décret n°87-712 du 26 août 1987.

ARTICLE 7 : CESSION - SOUS LOCATION :

La présente autorisation est consentie "**INTUITU PERSONAE**", ce qui signifie que les droits qui en résultent sont strictement personnels et intransmissibles.

A ce titre, il est précisé que le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- céder tout ou partie de ses droits sous quelque forme que ce soit,
- louer ou sous-louer, même à titre gratuit, tout ou partie de la Dépendance du Domaine Public Communal mise à disposition.

ARTICLE 8 : ASSURANCES :

Pendant toute la durée de la présente :

a) L'utilisation / l'occupation sera faite par le Bénéficiaire, pour son compte personnel et à ses frais risques et périls, la Commune étant dégagée de toute responsabilité en la matière.

b) Le Bénéficiaire sera responsable vis à vis des tiers et des utilisateurs de tous accidents résultant de son utilisation. Il devra souscrire une assurance couvrant les risques liés à son occupation.

c) La Dépendance du Domaine Public Communal mise à disposition, ainsi que tous les équipements, améliorations, matériels etc..., seront placés sous l'entière responsabilité du Bénéficiaire qui devra souscrire une assurance multirisques garantissant les risques incombant normalement au locataire. Cette assurance devra notamment garantir les risques d'incendie, d'explosion et risques annexes, le dégât des eaux, vol et vandalisme, bris de glace, foudre, tempête, grêle, mais également le mobilier et le matériel garnissant les locaux ainsi que le recours des voisins et des tiers.

Aucun recours ne peut être exercé contre la Commune en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont les occupants pourraient être victimes dans les lieux. Le Bénéficiaire devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

Ces assurances devront être souscrites auprès d'une compagnie notoirement solvable et de telle façon qu'en aucun cas la responsabilité de la Commune puisse être recherchée.

Les attestations d'assurance correspondantes, en cours de validité et à jour du paiement des primes, doivent être communiquées à la Commune dès l'entrée dans les lieux puis chaque année.

En tout état de cause, la Commune se réserve la possibilité de réclamer à tout moment au Bénéficiaire les justificatifs de ces assurances.

Le Bénéficiaire devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurances et en informer en même temps la Commune, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les locaux mis à disposition, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS DIVERSES :

a) Le Bénéficiaire devra :

- 1) laisser à tout moment, et chaque fois qu'il sera nécessaire, le libre accès aux services municipaux ou à toute personne ou société mandatée par le représentant de la Commune, afin de vérifier l'état de la Dépendance du Domaine Public Communal, ou pour s'assurer que les clauses et conditions de la présente sont respectées,

- 2) supporter sans indemnité les gênes qui pourraient résulter de certains travaux sur la Dépendance du Domaine Public Communal et ce quelle que soit la durée.

- 3) se conformer à la législation notamment en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité ainsi qu'aux directives qui pourront lui être données à tout moment notamment par le représentant de la Commune ou les services municipaux,

- 4) signaler à la Commune toute anomalie, ainsi que tout dysfonctionnement.

b) **Justificatifs :** La Commune pourra demander tous les justificatifs qu'elle jugera utile afin de s'assurer de la bonne exécution de la présente.

ARTICLE 10 : EXPIRATION - RESILIATION - EXTINCTION - DENONCIATION :

A) EXPIRATION :

Sous réserve des clauses contenues ci-après, la présente expirera automatiquement et de plein droit sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, à l'expiration du délai visé à l'article 2.

B) RESILIATION :

Considérant les conditions dans lesquelles cette autorisation est consentie, celle-ci pourra être résiliée de plein droit sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans qu'il soit nécessaire de formuler une demande en justice :

1°) Par accord mutuel : A tout moment.

2°) Par résiliation - retrait :

A tout moment, pour motifs d'intérêt général ou du fait des exigences du service public ou pour quelque motif que ce soit, sur simple demande de la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception ou notification avec un préavis de 15 jours.

3°) Par résiliation sanction :

En cas de faute par le Bénéficiaire et sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité, la Commune pourra résilier unilatéralement la présente, 5 jours après une mise en demeure d'exécuter restée sans effet qui lui sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par une simple notification.

C) EXTINCTION : Par disparition de l'objet ou cessation de l'activité du Bénéficiaire :

La présente prendra automatiquement fin sans aucune indemnité et sans préavis, notamment en cas :

- de cessation de l'activité du Bénéficiaire,
- de disparition du bien objet de la mise à disposition.

D) DENONCIATION : Le Bénéficiaire pourra dénoncer la présente à tout moment avec un préavis de 7 jours par lettre recommandée avec accusé de réception sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 11 : REMISE des LIEUX en ETAT :

A la fin de la présente autorisation, et ce quelque soit le motif, le Bénéficiaire devra remettre les lieux en l'état initial, à ses frais risques et périls, ou laissera sur demande expresse de la Commune, les aménagements et améliorations qu'il aura réalisés et dont la Commune estimerait le maintien utile et ce sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité ou contrepartie.

ARTICLE 12 : CONTESTATION :

Toute contestation de la présente sera du ressort du Tribunal Administratif de Toulon. Ce dernier peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 13 : INFORMATIQUE ET LIBERTES:

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée « Informatique et Libertés » et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen, promulgué le 27 avril 2016 et entré en application le 25 mai 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données « RGPD », les informations nominatives seront traitées pour les besoins de la gestion du patrimoine communal. Elles ne feront l'objet de communications extérieures au service que pour les seules nécessités de gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues au RGPD en adressant une demande au service foncier (service.foncier@mairie-hyeres.com) et copie au délégué à la protection des données (dpo@mairie-hyeres.com). En cas de réclamation non résolue dans les délais légaux, une démarche auprès de la CNIL pourra être entamée.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS ANNEXES :

Plans (2)

Liste matériel et mobilier mis à disposition

Il est rappelé que toutes les clauses et conditions de la présente sont de rigueur et que chacune d'elles est une condition substantielle et déterminante sans laquelle la présente autorisation n'aurait pas été consentie.

FAIT à HYERES, le 29 JUIN 2023

Par délégation du Conseil Municipal,
L'Adjoint au Maire



François CORNILLEAU

MATERIEL / MOBILIER MIS A DISPOSITION

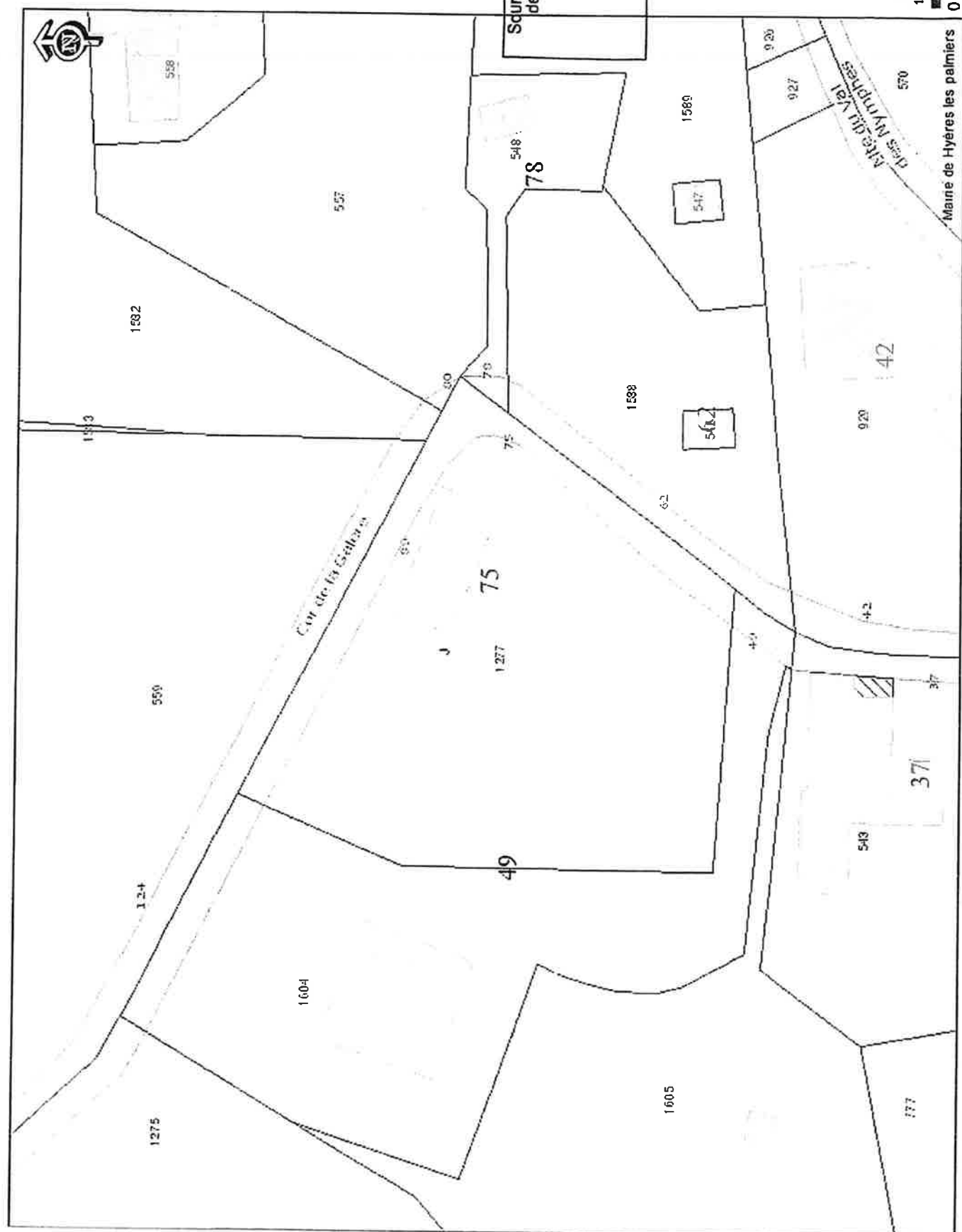
1 lit

1 table et des chaises

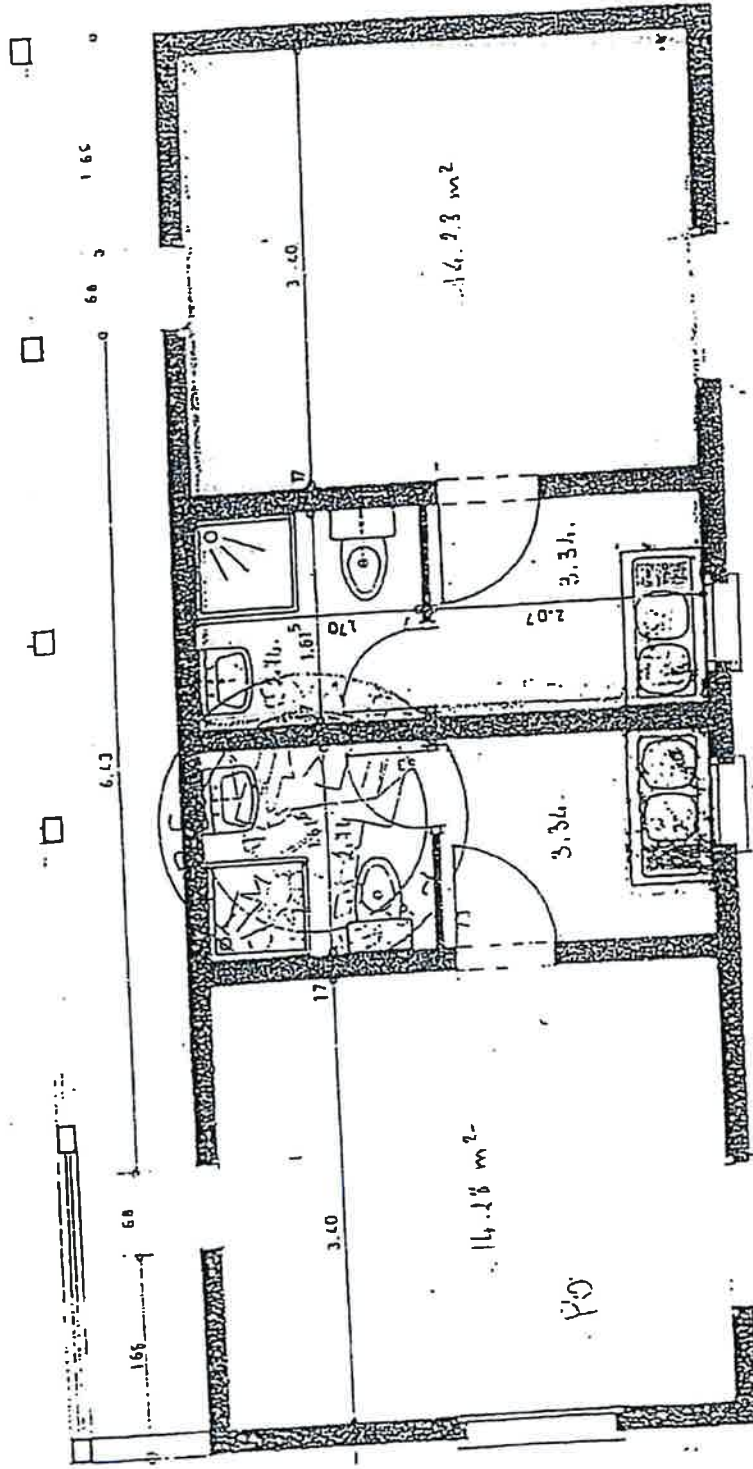
1 frigo

1 plaque de cuisson

1 banquette



Route



ETAGE -

local mis à disposition

**SERVICE GESTION FONCIERE
ET DOMANIALE**

DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

**Villa Capri
89 Corniche de la Galère
Ile du Levant**

Parcelle Section J n° 1277

***Studio mis à la disposition de
la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
(environ 20 m²)***

MAIRIE D'HYERES LES PALMIERS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DECISION PAR DELEGATION
DU CONSEIL MUNICIPAL N°**

439

Maire de la Ville d'Hyères-les-Palmiers

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération du Conseil Municipal n° 4 du 10 juillet 2020 modifiée par la délibération n°1 du 25 février 2022, donnant délégations au Maire en application des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, l'arrêté du Maire n° 1105 du 15 juin 2023 autorisant Monsieur François CORNILEAU à signer tous les documents, dossiers et pièces relatifs à ses diverses délégations,

VU, la demande auprès de la Commune par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour la mise à disposition durant la période estivale d'un studio situé dans la Villa Capri 89 Corniche de la Galère sur l'Ile du Levant, pour le maître de port,

CONSIDERANT, que la Commune dispose d'un studio vacant au sein de la Villa Capri et que rien ne s'oppose à sa mise à disposition au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

DECIDE :

EXPOSE des MOTIFS :

Afin de garantir le bon déroulement des missions de service public au Port du Levant, la Commune met à disposition la Métropole Toulon Provence Méditerranée un studio à la Villa Capri situé au 89 Corniche de la Galère sur l'île du Levant parcelle cadastrée Section J n°1277 pour les périodes estivales 2023, 2024 et 2025.

Ceci exposé, il est décidé ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET :

Compte-tenu de ce qui a été exposé ci-dessus, et afin de permettre à :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée

ci-après désignée « **le Bénéficiaire** », d'exercer ses activités dans de bonnes conditions, la Commune l'autorise à occuper un studio meublé (voir liste annexée) dépendant du Domaine Public Communal, situé au 89 Corniche de la Galère sur l'île du Levant.

IDENTIFICATION :

Section et n°	adresse	N° invariant	Superficie de l'Espace mis à disposition
J n° 1277	89 Corniche de la Galère, Ile du Levant	69662207K	Environ 20 m²

Ce studio, tel que le tout se poursuit et se comporte et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample description, est désigné ci-après sous la dénomination :

«Dépendance du Domaine Public Communal »

ARTICLE 2 : DUREE - PRISE d'EFFET :

a) **durée** : La présente autorisation est consentie pour les périodes estivales 2023 à 2025. Pour l'année 2023 elle est accordée du 3 juillet au 30 septembre. Pour 2024 et 2025, elle est concédée du 1 juin au 30 septembre.

Il pourra être mis fin à cette autorisation dans les conditions fixées à l'article 10.

b) **prise d'effet** : la prise d'effet est fixée le 3 juillet 2023.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES :

a) **Redevance** : Compte tenu de la destination réservée à la Dépendance du Domaine Public Communal, la présente autorisation est consentie à titre gracieux.

b) **Révision** : Sans objet.

c) **Charges** : Le Bénéficiaire supportera toutes les charges liées à l'utilisation de la Dépendance du Domaine Public Communal (eau, électricité, chauffage, etc...) pour un forfait de 120 € pour la saison estivale 2023 et 160 € en 2024 et 2025.

d) **Impôts et Taxes** : La Commune supportera tous les impôts, taxes et contributions de toute nature qui pourraient être réclamés au titre ou du fait de cette mise à disposition.

ARTICLE 4 : DROITS et OBLIGATIONS :

Les droits et obligations des deux parties sont réglés conformément, au droit général des contrats administratifs, pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente.

ARTICLE 5 : JOUISSANCE DES LOCAUX - ETAT des LIEUX – PROPRETE :

a) **jouissance** : Le Bénéficiaire prendra la Dépendance du Domaine Public Communal dans l'état où elle se trouve le jour de son entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail. Il ne pourra élever aucune réclamation à ce sujet pour quelque motif que ce soit. Il devra jouir des lieux paisiblement, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage.

b) **état des lieux** : Un état des lieux contradictoire sera dressé par les parties préalablement à la prise d'effet de la présente ainsi qu'à la sortie des lieux.

c) **propreté** : Le Bénéficiaire devra maintenir les locaux en parfait état de propreté.

ARTICLE 6 : TRAVAUX ET REPARATIONS LOCATIVES :

a) **travaux** : le Bénéficiaire ne pourra réaliser aucune installation fixe à caractère définitif sans l'accord préalable et écrit du représentant de la Commune. En cas d'accord, le Bénéficiaire fera son affaire personnelle, sans engagement d'aucune sorte de la Commune, des autorisations administratives qui pourraient être nécessaires (urbanisme, E.R.P, sécurité, accessibilité, etc.) et réalisera les travaux à ses frais.

b) **réparations locatives** : le Bénéficiaire prendra en charge les réparations ayant le caractère de réparations locatives (travaux d'entretien courant, menues réparations y compris les remplacements d'éléments assimilables auxdites réparations, consécutifs à l'usage normal de la dépendance et des équipements à usage privatif) actuellement définies par le décret n°87-712 du 26 août 1987.

ARTICLE 7 : CESSION - SOUS LOCATION :

La présente autorisation est consentie "**INTUITU PERSONAE**", ce qui signifie que les droits qui en résultent sont strictement personnels et intransmissibles.

A ce titre, il est précisé que le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- **céder** tout ou partie de ses droits sous quelque forme que ce soit,
- **louer ou sous-louer, même à titre gratuit, tout ou partie de la Dépendance du Domaine Public Communal mise à disposition.**

ARTICLE 8 : ASSURANCES :

Pendant toute la durée de la présente :

a) L'utilisation / l'occupation sera faite par le Bénéficiaire, pour son compte personnel et à ses frais risques et périls, la Commune étant dégagée de toute responsabilité en la matière.

b) Le Bénéficiaire sera responsable vis à vis des tiers et des utilisateurs de tous accidents résultant de son utilisation. Il devra souscrire une assurance couvrant les risques liés à son occupation.

c) La Dépendance du Domaine Public Communal mise à disposition, ainsi que tous les équipements, améliorations, matériels etc..., seront placés sous l'entière responsabilité du Bénéficiaire qui devra souscrire une assurance multirisques garantissant les risques incombant normalement au locataire. Cette assurance devra notamment garantir les risques d'incendie, d'explosion et risques annexes, le dégât des eaux, vol et vandalisme, bris de glace, foudre, tempête, grêle, mais également le mobilier et le matériel garnissant les locaux ainsi que le recours des voisins et des tiers.

Aucun recours ne peut être exercé contre la Commune en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont les occupants pourraient être victimes dans les lieux. Le Bénéficiaire devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

Ces assurances devront être souscrites auprès d'une compagnie notoirement solvable et de telle façon qu'en aucun cas la responsabilité de la Commune puisse être recherchée.

Les attestations d'assurance correspondantes, en cours de validité et à jour du paiement des primes, doivent être communiquées à la Commune **dès l'entrée dans les lieux puis chaque année.**

En tout état de cause, la Commune se réserve la possibilité de réclamer à tout moment au Bénéficiaire les justificatifs de ces assurances.

Le Bénéficiaire devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurances et en informer en même temps la Commune, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les locaux mis à disposition, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS DIVERSES :

a) Le Bénéficiaire devra :

- 1) laisser à tout moment, et chaque fois qu'il sera nécessaire, le libre accès aux services municipaux ou à toute personne ou société mandatée par le représentant de la Commune, afin de vérifier l'état de la Dépendance du Domaine Public Communal, ou pour s'assurer que les clauses et conditions de la présente sont respectées,

- 2) supporter sans indemnité les gênes qui pourraient résulter de certains travaux sur la Dépendance du Domaine Public Communal et ce quelle que soit la durée.

- 3) se conformer à la législation notamment en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité ainsi qu'aux directives qui pourront lui être données à tout moment notamment par le représentant de la Commune ou les services municipaux,

- 4) signaler à la Commune toute anomalie, ainsi que tout dysfonctionnement.

b) Justificatifs : La Commune pourra demander tous les justificatifs qu'elle jugera utile afin de s'assurer de la bonne exécution de la présente.

ARTICLE 10 : EXPIRATION - RESILIATION - EXTINCTION - DENONCIATION :

A) EXPIRATION :

Sous réserve des clauses contenues ci-après, la présente expirera automatiquement et de plein droit sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, à l'expiration du délai visé à l'article 2.

B) RESILIATION :

Considérant les conditions dans lesquelles cette autorisation est consentie, celle-ci pourra être résiliée **de plein droit sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans qu'il soit nécessaire de formuler une demande en justice** :

1°) Par accord mutuel : A tout moment.

2°) Par résiliation - retrait :

A tout moment, pour motifs d'intérêt général ou du fait des exigences du service public ou pour quelque motif que ce soit, sur simple demande de la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception ou notification avec un préavis de 15 jours.

3°) Par résiliation sanction :

En cas de faute par le Bénéficiaire et sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité, la Commune pourra résilier unilatéralement la présente, 5 jours après une mise en demeure d'exécuter restée sans effet qui lui sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par une simple notification.

C) EXTINCTION : Par disparition de l'objet ou cessation de l'activité du Bénéficiaire :

La présente prendra automatiquement fin sans aucune indemnité et sans préavis, notamment en cas :

- de cessation de l'activité du Bénéficiaire,
- de disparition du bien objet de la mise à disposition.

D) DENONCIATION : Le Bénéficiaire pourra dénoncer la présente à tout moment avec un préavis de 7 jours par lettre recommandée avec accusé de réception sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 11 : REMISE des LIEUX en ETAT :

A la fin de la présente autorisation, et ce quelque soit le motif, le Bénéficiaire devra remettre les lieux en l'état initial, à ses frais risques et périls, ou laissera sur demande expresse de la Commune, les aménagements et améliorations qu'il aura réalisés et dont la Commune estimerait le maintien utile et ce sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité ou contrepartie.

ARTICLE 12 : CONTESTATION :

Toute contestation de la présente sera du ressort du Tribunal Administratif de Toulon. Ce dernier peut-être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 13 : INFORMATIQUE ET LIBERTES:

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée « Informatique et Libertés » et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen, promulgué le 27 avril 2016 et entré en application le 25 mai 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données « RGPD », les informations nominatives seront traitées pour les besoins de la gestion du patrimoine communal. Elles ne feront l'objet de communications extérieures au service que pour les seules nécessités de gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues au RGPD en adressant une demande au service foncier (service.foncier@mairie-hyeres.com) et copie au délégué à la protection des données (dpo@mairie-hyeres.com). En cas de réclamation non résolue dans les délais légaux, une démarche auprès de la CNIL pourra être entamée.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS ANNEXES :

Plans (2)

Liste matériel et mobilier mis à disposition

Il est rappelé que toutes les clauses et conditions de la présente sont de rigueur et que chacune d'elles est une condition substantielle et déterminante sans laquelle la présente autorisation n'aurait pas été consentie.

FAIT à HYERES, le 29 JUIN 2023

Par délégation du Conseil Municipal,
L'Adjoint au Maire



François CORNILLEAU

MATERIEL / MOBILIER MIS A DISPOSITION

1 lit

1 table et des chaises

1 frigo

1 plaque de cuisson

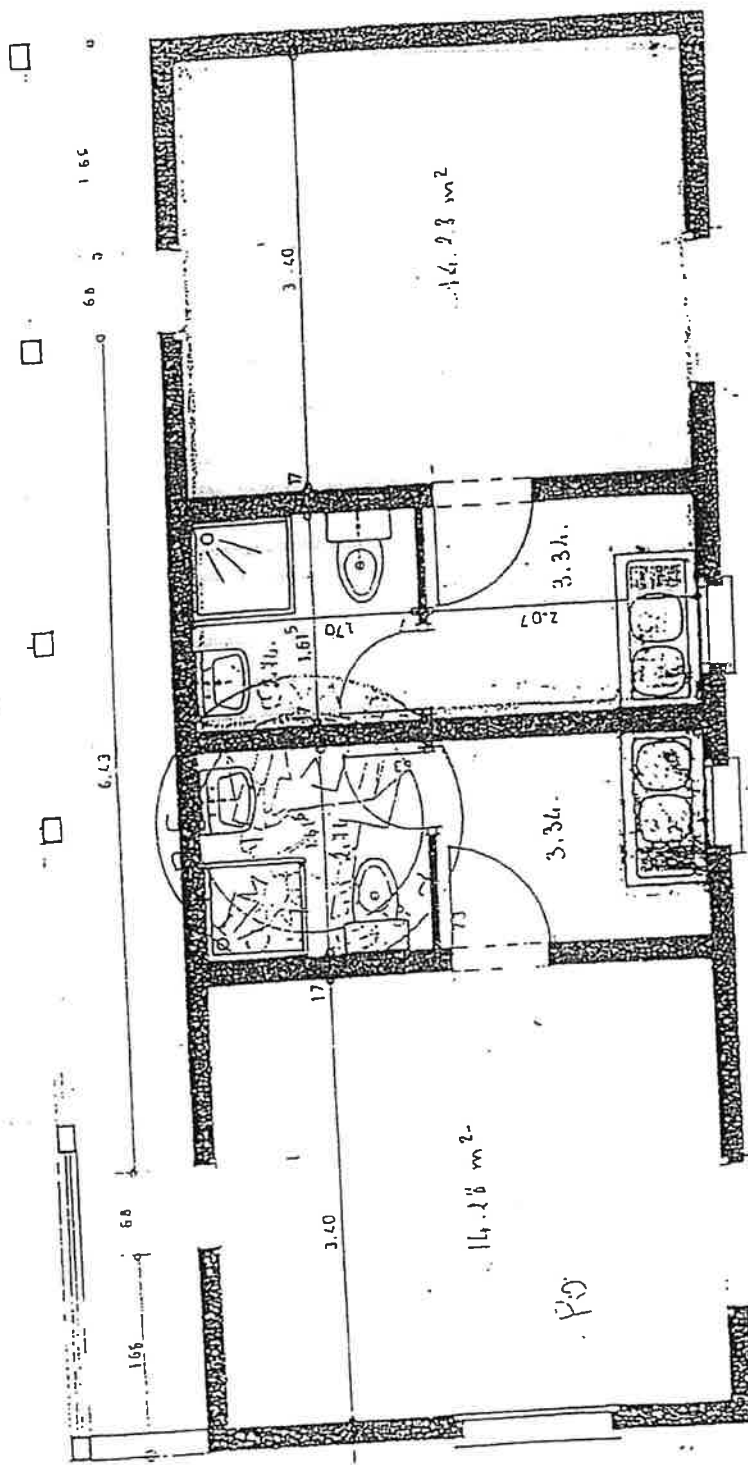
1 banquette



Source : Direction Générale
des Impôts - Cadastre
02 DEC. 2019



Roube



ETAGE

local mis à disposition

